

# Table des matières

## 1

### A.S.B.L. et activités commerciales : le fil d'Ariane ..... 7

David PASTEGER  
*assistant à l'U.Lg., avocat*

Introduction.....	8
-------------------	---

#### SECTION 1

L'exercice d'activités commerciales par une A.S.B.L. ....	10
---	----

A. <i>La définition légale de l'A.S.B.L.</i> .....	10
--	----

B. <i>La notion d'activités commerciales</i> .....	12
--	----

1. Typologie des actes de commerce .....	13
--	----

2. Perte du caractère commercial par défaut de but de lucre .....	15
---	----

a) L'arrêt de la Cour de cassation du 19 janvier 1973 .....	15
---	----

b) Les A.S.B.L. et le but de lucre commercial .....	17
---	----

1° <i>La conception subjective du but de lucre commercial</i> .....	17
---	----

2° <i>La conception objective du but de lucre commercial</i> .....	19
--	----

3. Perte du caractère commercial par relation à une activité civile .....	20
---	----

C. <i>Le critère de l'accessoire</i> .....	21
1. L'arrêt de la Cour de cassation du 3 octobre 1996 .....	21
2. Le triple test de licéité des activités commerciales exercées par une A.S.B.L. ....	22
a) L'activité commerciale est nécessaire à la réalisation du but désintéressé .....	23
b) Les bénéfices dégagés par l'activité commerciale doivent être intégralement affectés au but désintéressé .....	25
c) Le critère quantitatif .....	25
3. La controverse autour de la notion d'accessoire et les pistes de solution .....	27
a) Éléments de la controverse .....	27
b) Les enjeux du débat .....	32
c) Conclusion et perspectives .....	36

## SECTION 2

L'interdiction de procurer aux membres un gain matériel .....	37
A. <i>Le principe : l'A.S.B.L. peut procurer à ses membres     un avantage patrimonial indirect</i> .....	37
B. <i>Qu'est-ce qu'un avantage patrimonial indirect ?</i> .....	41
1. Une A.S.B.L. peut-elle rémunérer ses membres ? .....	42
2. Une A.S.B.L. peut-elle viser à enrichir un tiers ? .....	43
3. Une A.S.B.L. peut-elle rechercher des profits pour elle-même ? .....	43

## SECTION 3

Le non-respect du principe de spécialité légale : les sanctions .....	44
A. <i>Les sanctions qui pèsent sur l'A.S.B.L. en tant que groupement</i> .....	44
1. Pas de requalification de l'A.S.B.L. irrégulière .....	44
2. La dissolution ou l'annulation judiciaire de l'association .....	46
3. Une A.S.B.L. peut-elle être déclarée en faillite ? .....	48
B. <i>La responsabilité des membres ou dirigeants d'une association irrégulière</i> ...	48

**SECTION 4**

La (non) commercialité de l'A.S.B.L. ....	51
A. <i>L'A.S.B.L. ne peut, en principe, être tenue pour commerçante</i> .....	51
1. Le critère de la commercialité des personnes morales : rappel du principe .....	52
2. La commercialité de l'A.S.B.L. s'apprécie par référence à son objet statutaire .....	53
3. Pas d'incidence des activités commerciales réellement exercées .....	55
B. <i>Conséquences de la nature civile de l'A.S.B.L. du point de vue des activités commerciales</i> .....	57
1. La faillite et la réorganisation judiciaire .....	58
2. Les pratiques du marché .....	59
3. L'immatriculation à la B.C.E. ....	60

**2**

<b>L'A.S.B.L. parmi les autres groupements : sociétés, associations de fait, fondations, A.I.S.B.L. et sociétés à finalité sociale ; sanction du dépassement de la spécialité légale et statutaire.</b> .....	61
---	----

Philippe T'KINT  
*avocat*

**SECTION 1**

La distinction entre société et association .....	62
A. <i>Les sociétés : la spécialité légale des sociétés quant à leur but, à savoir procurer un avantage patrimonial direct ou indirect à leurs associés</i> .....	62
1. Cass., 30 septembre 2005 .....	62
a) Résumé de l'arrêt .....	62
b) Commentaire de P.-A. Foriers .....	63
c) Commentaire de F. Jenne .....	65
d) Commentaire de A. François .....	65

2. Gand, 12 janvier 2009 .....	67
a) Résumé de l'arrêt .....	67
b) Commentaire de D. Van Gerven .....	68
3. Liège, 4 décembre 2009 .....	69
a) Résumé de l'arrêt .....	69
b) Commentaire de M. Coipel .....	70
B. <i>Les associations et sociétés à finalité sociale</i> .....	70
C. <i>Les fondations</i> .....	71

## SECTION 2

La nature civile ou commerciale des sociétés selon leurs activités statutaires .....	71
A. <i>Arrêts concernant l'objet statutaire complexe ou imprécis</i> .....	71
1. Gand, 6 novembre 2006 .....	71
a) Résumé de l'arrêt .....	71
b) Commentaire de M. Coipel .....	72
2. Liège, 20 mars 2008 .....	72
a) Résumé de l'arrêt .....	72
b) Commentaire de M. Coipel .....	73
3. Liège, 12 mars 2009 .....	73
a) Résumé de l'arrêt .....	73
b) Commentaire de M. Coipel .....	74
B. <i>Arrêt évoquant la possibilité de prendre en compte l'activité réelle en cas de simulation</i> .....	74
1. Bruxelles, 3 septembre 2008 .....	74
a) Résumé de l'arrêt .....	74
b) Commentaire de M. Coipel .....	74
C. <i>Les associations</i> .....	75

**SECTION 3**

Les activités principales lucratives ou commerciales en A.S.B.L. et fondations, conséquences, sanctions .....	75
A. <i>Les activités lucratives ou commerciales en A.S.B.L.</i> .....	75
1. Bruxelles, 23 décembre 2004 .....	75
a) Résumé de l'arrêt .....	75
b) Commentaire de M. Coipel .....	78
c) Commentaire de H. De Wulf .....	79
d) Commentaire de M. Deneff et G. Vanden Abeele .....	80
2. Bruxelles, 11 mai 2005 .....	80
a) Résumé de l'arrêt .....	80
b) Commentaire de M. Coipel .....	83
3. Bruxelles, 28 septembre 2006 .....	83
a) Résumé de l'arrêt .....	83
b) Commentaire de E. Louis .....	85
c) Commentaire de M. Deneff et S. Verschaeve .....	85
4. Gand, 20 juin 2007 .....	85
a) Résumé de l'arrêt .....	85
b) Commentaire de M. Coipel .....	86
c) Commentaire de M. Deneff et A. Blondeel .....	86
5. Comm. Hasselt (prés.), 9 mai 2008 .....	87
6. Anvers, 11 août 2008 .....	87
7. Civ. Anvers 22 décembre 2009 .....	88
a) Résumé de l'arrêt .....	88
b) Commentaire de M. Coipel .....	90
c) Commentaire de T. Boedts .....	90
d) Commentaire de M. Deneff et S. Verschaeve .....	93
B. <i>Les activités lucratives en fondations</i> .....	93

1. Comm. Hasselt (prés.), 10 décembre 2004 .....	93
2. Anvers, 17 novembre 2005 .....	95
3. Commentaire de M. Coipel .....	97
4. Commentaire de H. De Wulf .....	98
a) Introduction .....	98
b) L'exigence d'un but désintéressé n'est, selon l'auteur, pas un tigre de papier .....	99
c) Sanctions .....	101

### 3

## Financement et patrimoine des A.S.B.L. .... 105

Audrey FAYT

*collaboratrice scientifique à l'U.Lg., avocate*

Introduction .....	106
--------------------	-----

#### SECTION 1

Le financement de l'A.S.B.L. ....	106
A. <i>Les mécanismes d'autofinancement</i> .....	106
1. Les cotisations, versements et « apports » effectués par les membres ....	106
a) Cotisations et versements .....	106
b) Les « apports » effectués par un membre .....	108
2. Les revenus générés par l'activité commerciale de l'association .....	109
B. <i>Les sources de financement externe</i> .....	113
1. Les subsides alloués par les pouvoirs publics et l'intervention de la Loterie Nationale .....	113
a) Les subventions .....	113
b) L'intervention de la Loterie Nationale .....	115
2. Le recours à l'emprunt bancaire .....	116
a) La protection offerte aux cautions par les articles 2043bis et suivants du Code civil .....	116

b) L'application des articles 2043 <i>bis</i> et suivants du Code civil aux personnes qui se sont engagées en qualité de codébiteur solidaire ou de sûreté personnelle .....	118
C. <i>Les autres sources de financement</i> .....	119
<b>SECTION 2</b>	
Le patrimoine de l'A.S.B.L. ....	120
A. <i>Le droit pour l'A.S.B.L. de posséder, en propriété ou autrement, des biens immobiliers</i> .....	121
B. <i>Les libéralités entre vifs ou testamentaires au profit d'une A.S.B.L.</i> ....	121
1. La nouvelle procédure d'autorisation .....	122
2. L'évaluation du montant de la libéralité .....	124
3. Le moment du transfert de propriété .....	125
C. <i>La transmission de l'universalité du patrimoine ou d'une branche d'activités</i> .....	126
1. Les définitions .....	126
2. La procédure .....	127
D. <i>La mise en liquidation de l'A.S.B.L. et l'affectation du boni de liquidation</i> .....	130
E. <i>Le sort de l'actif net en cas de transformation de l'A.S.B.L. en société à finalité sociale</i> .....	131
1. Les caractéristiques de la société à finalité sociale .....	131
2. La procédure de transformation .....	132
3. Le sort de l'actif net .....	133
4. La distribution des actions ou des parts sociales .....	134
5. Le régime de responsabilité spécifique .....	136

## 4

### L'exercice des pouvoirs au sein de l'A.S.B.L., de l'A.I.S.B.L. et de l'association de fait ..... 137

Deborah GOL

*maître de conférences à l'U.Lg., avocate*

Introduction ..... 138

#### SECTION 1

L'association sans but lucratif ..... 140

A. *L'assemblée générale* ..... 141

1. Attributions ..... 141

2. Composition ..... 142

3. Convocation ..... 143

4. Droit de vote, quorum et majorité ..... 144

5. Responsabilité des membres de l'association ..... 146

B. *La gestion de l'association sans but lucratif* ..... 147

1. Le conseil d'administration ..... 148

a) Attributions ..... 148

b) Composition ..... 148

c) Convocation ..... 149

d) Décisions ..... 150

e) Responsabilité des administrateurs ..... 150

2. La gestion journalière ..... 151

C. *La représentation de l'A.S.B.L.* ..... 152

1. Observation préalable : limite aux pouvoirs des organes :  
le principe de spécialité statutaire dans l'A.S.B.L. .... 154

2. La représentation de l'A.S.B.L. à l'égard des tiers ..... 155

a) Le conseil d'administration ..... 155

b) L'organe général de représentation ..... 156

c) Le délégué à la gestion journalière .....	157
d) Les mandats spéciaux .....	158
3. La représentation en justice de l'A.S.B.L. ....	159

**SECTION 2**

L'association internationale sans but lucratif .....	165
A. <i>L'organe général de direction</i> .....	167
B. <i>L'organe d'administration</i> .....	171
C. <i>Les autres organes de l'association internationale</i> .....	172
D. <i>La représentation de l'association internationale</i> .....	173

**SECTION 3**

L'association de fait .....	175
A. <i>Les membres de l'association</i> .....	178
1. Les pouvoirs de gestion .....	179
2. La représentation de l'association vis-à-vis des tiers .....	181
B. <i>Le ou les mandataires des membres</i> .....	184
1. Principes et étendue du mandat .....	185
2. La représentation des membres vis-à-vis des tiers .....	186
C. <i>La représentation en justice de l'association de fait</i> .....	188

**5**

**A.S.B.L. et fondations de provinces  
ou de communes..... 197**

Thierry DELVAUX  
*assistant à l'U.Lg., avocat*

Introduction .....	198
A. <i>Une réalité multiforme</i> .....	198

B. Régime de principe : personne morale de droit privé .....	198
C. Objet de la présente contribution .....	200

## SECTION 1

Fondements juridiques .....	201
A. Généralités .....	201
1. Non-application de la liberté d'association (art. 27 de la Constitution) ..	201
2. Principe d'indisponibilité des compétences (art. 33 de la Constitution) ...	204
B. Groupements « de droit privé » de provinces ou de communes .....	206
1. Historique .....	206
2. Article 162 de la Constitution .....	208
3. Habilitations particulières de rang légal .....	213
4. Notion d'A.S.B.L. communale .....	218
5. Quelle(s) sanction(s) ? .....	220

## SECTION 2

Constitution ou adhésion .....	222
A. Région bruxelloise .....	223
1. A.S.B.L. intercommunales .....	223
2. A.S.B.L. ou fondations de droit privé .....	224
B. Région flamande .....	224
1. A.S.B.L. et fondations exerçant une mission d'intérêt provincial ou communal .....	224
2. A.S.B.L. et fondations n'exerçant aucune mission d'intérêt provincial ou communal .....	226
C. Région wallonne .....	226
1. A.S.B.L. ou autres associations provinciales .....	226
2. A.S.B.L. (inter)communales .....	229
3. A.S.B.L. de C.P.A.S. ....	231

4. A.S.B.L. ou fondations de régies communales autonomes .....	232
5. Tutelle du Gouvernement wallon .....	233
<b>SECTION 3</b>	
Organisation et fonctionnement .....	234
A. <i>Région bruxelloise</i> .....	234
1. A.S.B.L. intercommunales .....	234
2. A.S.B.L. ou fondations de droit privé .....	238
B. <i>Région flamande</i> .....	238
1. A.S.B.L. et fondations exerçant une mission d'intérêt provincial ou communal .....	238
2. A.S.B.L. et fondations n'exerçant aucune mission d'intérêt provincial ou communal .....	242
C. <i>Région wallonne</i> .....	243
1. A.S.B.L. ou autre association provinciales .....	243
2. A.S.B.L. (inter)communales .....	247
3. A.S.B.L. de C.P.A.S. ....	252
4. A.S.B.L. ou fondations de régies communales autonomes .....	253
5. Tutelle du Gouvernement wallon .....	254
<b>SECTION 4</b>	
Relations avec les tiers .....	254
A. <i>Représentation</i> .....	254
B. <i>Autorité administrative</i> .....	255
C. <i>Personnel</i> .....	255
D. <i>Marchés publics</i> .....	257
1. Application du droit des marchés publics aux A.S.B.L. et fondations ...	257
2. Exception à l'application du droit des marchés publics : relation <i>in house</i> .....	261

3. Libre choix des membres et droit des marchés publics ..... 266

**SECTION 5**

Digression : subventions, liberté d'association  
et Conseil d'État ..... 270

A. *Portée d'un avis de la section de législation* ..... 270

B. *Liberté d'association : droit de s'associer avec les personnes  
de son choix* ..... 271

C. *Contrôle des normes relatives à l'octroi de subventions – Généralités* .... 272

D. *Contrôle des normes relatives à l'octroi de subventions (suite) –  
La restriction à la liberté d'association ne peut découler que de la loi* ..... 274

E. *Contrôle des normes relatives à l'octroi de subventions (suite) –  
Droit de s'associer avec les personnes de son choix et liberté  
dans l'organisation interne* ..... 276

F. *Contrôle des normes relatives à l'octroi de subventions (fin) – Droit  
de ne pas s'associer* ..... 282

Conclusion ..... 288

**6**

**La fiscalité des A.(I.)S.B.L. Questions choisies** ..... 291

**1**

**Les A.S.B.L. et la fiscalité directe :  
questions spéciales**..... 293

Sabine GARROY  
assistante à l'U.Lg.

Introduction générale..... 294

**CHAPITRE 1**

**Les A.S.B.L. et les impôts sur les revenus :  
questions d'assujettissement** ..... 295

Introduction..... 295

**SECTION 1**

Le champ d'application réservé exclusivement à l'impôt des personnes morales .....	296
A. <i>Personnes morales de droit public, établissements culturels publics, polders et wateringues</i> .....	296
B. <i>Personnes morales exclues inconditionnellement de l'impôt des sociétés</i> .....	296

**SECTION 2**

Une option fermée : IPM ou ISOC ? .....	298
A. <i>Les champs d'application respectifs des deux types d'impôts</i> .....	298
1. Le champ d'application de l'impôt des sociétés .....	298
a) Être constitué(e) régulièrement .....	298
b) Posséder la personnalité juridique .....	298
c) Avoir en Belgique son siège social, son principal établissement ou son siège de direction ou d'administration .....	299
d) Ne pas être exclu(e) du champ d'application de l'impôt des sociétés ..	299
e) Se livrer à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif ..	300
1° <i>Origine du système actuel : la loi du 3 novembre 1976</i> .....	300
2° <i>L'exploitation</i> .....	301
3° <i>Opérations de caractère lucratif</i> .....	301
4° <i>L'(in)existence d'un but de lucre : critère non pertinent</i> .....	301
2. Le champ d'application de l'impôt des personnes morales <i>a minima</i> ...	302
B. <i>Les exclusions conditionnelles à l'impôt des sociétés</i> .....	302
1. Les opérations de caractère lucratif dans un domaine privilégié .....	303
a) Généralités .....	303
b) Les associations et les autres personnes morales visées à l'article 181, 1°, 2°, 4°, 5° et 8°, du C.I.R. 1992 .....	305
c) Les associations et les autres personnes morales visées à l'article 181, 3°, 6° et 7°, du C.I.R. 1992 .....	306
2. Les opérations de caractère lucratif autorisées en dehors d'un domaine privilégié .....	306

a) Généralités .....	306
b) Opérations isolées ou exceptionnelles .....	308
c) Placement des fonds récoltés dans l'exercice de la mission statutaire ...	309
d) Opérations constituant une activité qui ne comporte qu'accessoirement des opérations industrielles, commerciales ou agricoles .....	309
1° Le critère de corrélation .....	310
2° Les critères quantitatifs .....	311
3° Autres critères pertinents .....	312
e) Opérations constituant une activité qui ne met pas en œuvre des méthodes industrielles ou commerciales .....	314
f) Conclusion .....	315

### SECTION 3

La mise en pratique des principes : les A.S.B.L. et l'Horeca .....	315
A. Généralités .....	315
B. Cas de jurisprudence .....	315
C. Conclusion .....	319

### CHAPITRE 2

Les A.S.B.L. et la procédure fiscale .....	320
--	-----

Introduction.....	320
-------------------	-----

### SECTION 1

Les procédures de redressement .....	321
--------------------------------------	-----

### SECTION 2

Éléments de réponse .....	322
A. Point de vue du ministre des Finances .....	322
B. Jurisprudence : évolution chronologique .....	322
C. Commentaires .....	325
1. La notion de déclaration régulière .....	325

2. La responsabilité de l'assujettissement .....	326
<b>SECTION 3</b>	
Enjeux du débat .....	326
A. <i>Conséquence d'un mauvais choix de procédure</i> .....	326
B. <i>Caractère définitif de l'annulation ? La cotisation subsidiaire</i> .....	327
1. Pas de cotisation subsidiaire sans décision directoriale .....	328
2. La cotisation subsidiaire « nouvelle version » : un terme aux controverses ? .....	329
<b>SECTION 4</b>	
Conclusion .....	331
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>Les A.S.B.L. et la cotisation distincte sur commissions     secrètes</b> .....	332
Introduction .....	332
<b>SECTION 1</b>	
Les A.S.B.L. soumises à l'impôt des sociétés .....	333
A. <i>Champ d'application</i> .....	334
1. Dépenses non justifiées .....	334
2. Bénéfices dissimulés .....	334
3. Avantages financiers ou de toute nature visés à l'article 53, 24°, du C.I.R. 1992 .....	335
B. <i>Échappatoire</i> .....	336
C. <i>Impact fiscal</i> .....	336
D. <i>Tolérances administratives</i> .....	337
1. Dépenses non justifiées .....	337
a) Le nouveau commentaire administratif .....	337

b) L'instruction interne du 27 juillet 2011 .....	338
c) L'addendum du 23 novembre 2011 .....	339
1° Période transitoire .....	339
2° Assouplissements permanents .....	340
d) L'addendum du 20 juillet 2012 .....	340
2. Bénéfices dissimulés .....	341
3. Avantages financiers et de toute nature .....	342
<b>SECTION 2</b>	
Les A.S.B.L. soumises à l'impôt des personnes morales .....	342
A. <i>Champ d'application</i> .....	342
1. Dépenses non justifiées .....	342
2. Bénéfices dissimulés .....	342
3. Avantages financiers ou de toute nature .....	343
B. <i>Échappatoire</i> .....	343
C. <i>Impact fiscal</i> .....	343
D. <i>Tolérances administratives</i> .....	344
<b>SECTION 3</b>	
Conclusion .....	345

## 2

### Les A.(I.)S.B.L. à l'épreuve de la T.V.A. : enjeux et opportunités .....

349

Philippe NOIRHOMME

*conseil fiscal, collaborateur scientifique Tax Institute,  
associé Belgian Vat Desk*

Introduction .....	350
--------------------	-----

### SECTION 1

Assujettissement à la T.V.A. – Notion centrale .....	350
--	-----

A. <i>Activité économique</i> .....	351
B. <i>À titre onéreux</i> .....	352
1. Lien direct – Notion .....	352
2. Mise en œuvre .....	352
C. <i>Indépendance</i> .....	354
D. <i>Activité accessoire</i> .....	355
E. <i>Catégories d’assujetti</i> .....	356
1. Assujetti ordinaire .....	356
2. Assujetti mixte .....	356
3. Assujetti exempté .....	356
4. Assujetti partiel .....	356
F. <i>Schéma</i> .....	357

## SECTION 2

Règles de territorialité de la T.V.A. ....	357
A. Summa divisio – « B2B » v. « B2C » .....	358
B. <i>Relation contractuelle « B2B »</i> .....	358
1. Règle générale .....	359
2. Règles dérogatoires .....	359
a) Prestations relatives à un bien immeuble .....	359
b) Droit d’accès à une manifestation .....	359
c) Restauration et restaurant .....	360
C. <i>Relation contractuelle « B2C »</i> .....	360
1. Règle générale .....	360
2. Règles dérogatoires .....	361
a) Activités culturelles, sportives, artistiques, scientifiques, éducatives, de divertissement et similaires .....	361
b) Prestations diverses à un bénéficiaire hors UE .....	361

D. <i>Mode de preuve</i> .....	361
1. Lieu d'établissement .....	361
2. Qualité d'assujetti .....	362
<b>SECTION 3</b>	
Droit à déduction .....	363
A. <i>Droit fondamental</i> .....	363
B. <i>Naissance du droit à déduction</i> .....	363
C. <i>Conditions d'exercices</i> .....	364
D. <i>Étendue du droit à déduction</i> .....	365
1. Restrictions objectives .....	365
2. Restrictions subjectives .....	366
3. Bien d'investissement à usage mixte .....	366
<b>SECTION 4</b>	
Redevable de la T.V.A. ....	367
<b>SECTION 5</b>	
Exemption de T.V.A. ....	368
A. <i>Typologie</i> .....	368
B. <i>Siège de la matière</i> .....	369
C. <i>Principes fondamentaux</i> .....	369
D. <i>Notion d'absence de lucre</i> .....	369
E. <i>Groupement professionnel et organisme représentatif</i> .....	370
F. <i>Activités culturelles</i> .....	372
1. Organisation d'évènements culturels et exploitation de lieux culturels .....	372
2. Prestations artistiques .....	373
3. Location de médias culturels .....	373

G. <i>Enseignement, formation et recyclage professionnel</i> .....	373
H. <i>Activités sportives</i> .....	374
<b>SECTION 6</b>	
Subventions .....	375
A. <i>Typologie</i> .....	375
B. <i>Subvention directement liée au prix d'une opération</i> .....	375
C. <i>Subvention de fonctionnement et impact sur le droit à déduction</i> .....	376
D. <i>Fausse subvention</i> .....	378